



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MINISTÈRE D'ÉTAT

BULLETIN D'INFORMATION

Service « Information et Presse », 18, rue Aldringer, Luxembourg

N° 10 (4^{me} année)

Luxembourg, le 31 octobre 1948

Mémorial (mois d'octobre)

Ministère des Finances.

Un arrêté grand-ducal du 1^{er} octobre 1948 règle la procédure de recours contre les décisions prises par le Commissariat au Contrôle des Banques.

Un arrêté grand-ducal du 2 octobre 1948 modifie diverses dispositions du règlement général sur le service interne des Postes.

Un arrêté ministériel du 29 septembre 1948 modifie et complète les dispositions relatives à l'émission de Bons de la Reconstruction.

Une instruction ministérielle du 30 septembre 1948 rend disponibles les comptes bloqués ne dépassant pas 7.000,— francs.

Un arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1948 modifie le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année d'imposition 1948. — Le nouveau barème est publié à l'annexe N° 6 du « Mémorial » de 1946, pages 215-264.

Un arrêté ministériel du 7 octobre 1948 modifie les barèmes de la retenue d'impôt sur les traitements et les salaires. — Les nouveaux barèmes sont publiés aux pages 1102 et 1103 du « Mémorial » de 1948.

Un arrêté ministériel du 23 octobre 1948 modifie la législation en matière de contrats d'assurance sur la vie.

Un avis du 26 octobre 1948 a pour objet la signature d'une convention entre les gouvernements belge et luxembourgeois en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôt extraordinaire sur le capital.

*

Ministère de l'Agriculture.

Un arrêté ministériel du 12 octobre 1948 prescrit un recensement général du bétail au 1^{er} décembre 1948.

*

Ministère des Affaires Economiques.

Un arrêté grand-ducal du 30 octobre 1948 a pour objet l'introduction d'un nouvel indice du coût de la vie.

*

Ministère de la Justice.

Un arrêté grand-ducal du 20 septembre 1948 porte règlement d'exécution de la loi du 21 jan-

SOMMAIRE:

	Page
1) Mémorial (mois d'octobre)	145
2) Chambre des Députés (mois d'octobre). .	146
3) La Journée Commémorative Nationale. .	146
4) Inauguration du Monument érigé à la Mémoire des Morts de la Force Armée de la guerre de 1940—1945	147
5) La Réalisation du Pacte de Bruxelles. .	151
6) Les Finances Publiques du Grand-Duché de 1944 à 1948	152
7) La Législation Sociale après la Libération	156
8) La Revision des Traitements des Fonctionnaires et Employés de l'Etat.	160

	Page
9) Accord culturel entre les Etats-Unies et la Belgique et le Luxembourg	161
10) Le 2 ^e Congrès international de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises Industrielles et Commerciales à Luxembourg	162
11) Tourisme 1948	162
12) Nouvelles brèves	163
13) Distinctions honorifiques	163
14) Nouvelles de la Cour.	164
15) Le Mois à Luxembourg	164

vier 1948 ayant pour objet de réglementer l'exploitation de paris relatifs aux épreuves sportives.

*

La loi du 20 octobre 1948 modifie les alinéas

1 à 3 de l'article 20 de la loi du 2 août 1947 sur la répression des crimes de guerre.

La loi du 30 octobre 1948 a pour objet la protection des personnes condamnées à déguerpir de leur logement.

Chambre des Députés (mois d'octobre)

22 octobre: 19^e séance publique. — Projet de loi concernant l'indemnisation des dommages de guerre (rapporteur M. Tony Biever). — Continuation de la discussion des articles (art. 43, titre II). — Projet de loi concernant la protection des personnes condamnées à déguerpir de leur logement (rapporteur M. Camille Kasel). — Proposition de loi concernant le sursis à l'exécution de toutes décisions judiciaires d'expulsion de locataires. — Rapport de la section centrale, exposé de M. le Ministre de l'Intérieur, discussion générale.

26 octobre: 20^e séance publique. — Dépôt d'un projet de loi. — Projet de loi concernant la protection des personnes condamnées à déguerpir de leur logement. — Proposition de loi concernant le sursis à l'exécution de toutes décisions judiciaires d'expulsion. — Discussion générale, lecture et vote des articles. —

Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote.

27 octobre: 21^e séance publique. — Analyse des pièces. — Projet de loi concernant l'indemnisation des dommages de guerre. — Discussion générale du titre III.

28 octobre: 22^e séance publique. — Analyse des pièces. — Projet de loi concernant l'indemnisation des dommages de guerre (titre III, dommage corporel, art. 44 à 53).

29 octobre: 23^e séance publique. — Interpellation de l'hon. M. Bousser au sujet de la revision des traitements et pensions des cheminots et retraités.

26 octobre: Séance de la Commission de Travail.

27 octobre: Séance de la Commission spéciale des Dommages de Guerre.

28 octobre: Séance de la Commission spéciale des Dommages de Guerre.

La Journée Commémorative Nationale

A l'occasion du 10 octobre, Journée de Commémoration Nationale, un Te Deum fut chanté en l'église Cathédrale auquel assistèrent LL. AA. RR. Madame la Grande-Duchesse Charlotte, Monseigneur le Prince Félix de Luxembourg, Monseigneur le Grand-Duc Héritier Jean, les Princesses Elisabeth et Marie-Adélaïde et le Prince Charles, les membres du Corps diplomatique, les membres du Gouvernement, les membres du Conseil d'Etat et de la Chambre des Députés, les membres du Conseil Municipal, les représentants des autorités civiles et militaires, les représentants des Mouvements de Résistance et de la Ligue des Prisonniers Politiques et Déportés.

A la même occasion, le Gouvernement publia la proclamation suivante:

« Le 10 octobre est devenu depuis quelques années Journée de Commémoration Nationale. Dans la conscience du peuple luxembourgeois, elle résume les dates historiques des dures années de la dernière guerre.

En ce jour nous nous rappelons les moments terribles où notre peuple, dans son ensemble, assista à la destruction par l'ennemi de ses biens et institutions publiques, où souffraient, également, les populations ouvrières du sud et celles de nos villes et de nos campagnes sous les coups d'un ennemi implacable s'attaquant impitoyablement aux biens et aux personnes.

En ce jour nous nous rappelons avec douleur les souffrances qu'endurèrent nos compatriotes dans l'exil, la déportation, les camps de concentration. Nous nous rappelons la lutte qu'engagèrent Souveraine et peuple contre un oppresseur barbare et cruel. Notre résistance, au cours de laquelle disparurent les meilleurs des nôtres, faisant le sacrifice suprême sur les champs de bataille ou aux poteaux d'exécution, s'inscrit parmi les pages les plus glorieuses de notre passé. Nous nous inclinons avec douleur et vénération devant les tombes de nos morts. A tout jamais leurs noms vivront dans nos cœurs.

Leur attitude a démontré la volonté de notre peuple de vivre libre et indépendant. Cette volonté, le peuple luxembourgeois tout entier l'a ouvertement manifestée le 10 octobre 1941, lorsque chacun de nous, malgré les menaces de l'ennemi, proclamait hautement qu'il était Luxembourgeois et qu'il voulait le rester. Cette journée est une des dates les plus belles de notre histoire. Elle a été désignée Journée Commémorative Nationale.

Souvenons-nous avec un pieux recueillement de nos héros! Vénérons leur sacrifice! Commémorons aussi avec fierté ce jour où le peuple luxembourgeois montrait qu'il était attaché par-dessus tout à son bien national le plus inaliénable: La Liberté et l'Indépendance!

Le Gouvernement. »

Inauguration du Monument érigé à la Mémoire des Morts de la Force Armée de la guerre de 1940-1945

Le Gouvernement Luxembourgeois et l'Etat-Major de l'Armée Luxembourgeoise avaient décidé depuis un certain temps d'ériger un monument à la gloire des membres de la Force Armée (Compagnie des Volontaires, Gendarmerie et Police) morts pour la Patrie pendant la guerre de 1940 à 1945. Ce fut M. Lambert Schaus, Ministre de la Force Armée du 1^{er} mars 1947 au 14 juillet 1948, qui prit en mains la réalisation du monument. Il s'élève à la Place du Saint-Esprit, à gauche de l'entrée de la Caserne du Saint-Esprit, appuyé contre le corps du bâtiment. Il représente en relief un lion qui protège de ses flancs et de ses griffes le drapeau luxembourgeois. Le relief est l'œuvre du sculpteur luxembourgeois M. Gust Tremont. Au-dessus de l'inscription « Aux Héros de la Force Armée, morts pour la Patrie 1940-1945 » sont gravées les paroles de l'historien néerlandais Erycius Puteanus (1574-1646): « Luxemburgensium amplius animi quam montes et rupes valuerunt. »

Ce fut le 10 octobre, journée vouée à la commémoration des sacrifices faits par le peuple luxembourgeois pendant la lutte contre l'occupant nazi, qu'eut lieu l'inauguration du monument en présence de LL. AA. RR. Madame la Grande-Duchesse, Monseigneur le Prince Félix, Monseigneur le Grand-Duc Héritier Jean, les Princesses Elisabeth et Marie-Adélaïde et le Prince Charles. Assistaient en outre les membres du Corps Diplomatique ainsi que les Attachés Militaires des Ambassades des différents pays, les membres du Gouvernement, les membres du Conseil d'Etat et de la Chambre des Députés, les membres du Conseil Municipal, les représentants des autorités civiles et militaires, les représentants des Mouvements de Résistance et de la Ligue des Prisonniers Politiques et Déportés.

A 10 heures 45, la cérémonie commença à la Place du Saint-Esprit. Après la réception de LL. AA. RR., Madame la Grande-Duchesse, accompagnée de Monseigneur le Prince de Luxembourg et de Monseigneur le Grand-Duc Héritier Jean, passa en revue les troupes des soldats, gendarmes et agents de police alignées au « garde à vous » dans le préau de la Caserne du Saint-Esprit.

Ensuite, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, prit la parole en sa qualité de Ministre de la Force Armée:

« Le monument que nous allons inaugurer tantôt, doit rappeler aux contemporains comme aux générations futures l'épopée merveilleuse de l'héroïque résistance de notre Force armée. Cette résistance commença dès la première heure de l'agression. Lorsque dans la nuit du 9 au 10 mai 1940 des éléments avancés de l'ennemi, renforcés par la cinquième colonne dans le pays, tentèrent de couper les communications avec nos postes à la frontière allemande et s'apprêtèrent à forcer

les obstacles dressés sur les routes de l'agression, ils se heurtèrent à la défense décidée de nos gendarmes et soldats. Dans les échauffourées qui s'en suivirent, les nôtres eurent six gendarmes et un soldat grièvement blessés, six officiers, seize sous-officiers et cinquante-quatre hommes de la gendarmerie, de la police et de la troupe emmenés comme prisonniers en Allemagne. Immédiatement après l'occupation du pays, l'ennemi entreprit de transformer notre Force armée en instrument docile de ses criminels desseins. Mais il n'avait pas compté avec la dure opiniâtreté du caractère luxembourgeois au service d'un patriotisme à toutes épreuves de nos gendarmes, policiers et militaires. Fidèles à la consigne donnée par l'exemple de la Souveraine, ceux-ci organisèrent la plus opiniâtre des résistances. Rien ne parvint à ébranler la fidélité patriotique de nos hommes. Ni cajoleries, ni menaces, ni violences. Il faut rendre cette justice aux nazis qu'ils avaient développé à la perfection l'art d'humilier et de maltraiter les adversaires tombés entre leurs mains. C'est ce qu'ils appelaient la rééducation des ennemis du régime. Puisant à pleines mains dans cet arsenal des infamies, ils les appliquèrent à nos hommes. Mais écoutez plutôt une énumération, mais combien incomplète, de celles qui au début furent employées contre notre troupe: Défense formelle de résilier le contrat d'engagement militaire, obligation de salut hitlérien, interdiction du port d'insignes patriotiques, introduction de chants guerriers nazis, usage obligatoire et exclusif de la langue allemande, présence forcée à des conférences de diffusion de l'idéologie nazie, participation forcée à la Volksdeutsche Bewegung. Mais très vite l'envahisseur fit la constatation que ces mesures d'intimidation et de coercition restèrent sans effet sur l'esprit récalcitrant de nos hommes. C'est alors que le Gauleiter résolut d'avoir recours aux grands moyens. Ils s'appellent: déportation hors du pays, dislocation des cadres, emprisonnement, camps de concentration, sévices corporels et la mort. Le 4 décembre 1940, notre Compagnie des Volontaires fut envoyée sous bonne escorte policière allemande à Weimar, pour y subir en milieu allemand une rééducation fondamentale. Quelques semaines après, les membres de la gendarmerie et de la police furent envoyés, aux mêmes fins, en d'autres endroits en Allemagne.

Arrivés à destination dans le Reich, l'uniforme luxembourgeois fut enlevé aux uns et aux autres pour être remplacé par l'uniforme allemand. Six mois après, le bataillon de Weimar fut disloqué et dispersé par groupes en Allemagne, Autriche et Yougoslavie. Mais l'esprit de résistance, qui avait animé l'ensemble de la Compagnie survécut à la dispersion. Aux actes de désobéissance individuels, qui jusque-là avaient prédominé, succédèrent bientôt des mutineries et des révoltes collectives des groupes. Un des groupes avait été incorporé de force dans les Waffen-SS à Ham-

bourg. Il fit si bien qu'en mai 1941 déjà il fut complètement disloqué et envoyé au front de Russie. Ils étaient vingt au moment d'être envoyés en Russie. La moitié n'en est jamais revenue. Sept autres refusèrent catégoriquement tout engagement. Ils furent emprisonnés successivement à Bottrop et à Vienne pour aboutir au camp de concentration d'Auschwitz.

Un groupe d'élèves-gendarmes avait été envoyé dans la localité allemande de Suhl. En août 1941, ils y refusèrent de servir sous un commandement allemand. Vingt-six furent envoyés au camp de concentration de Buchenwald, soixante-quatorze renvoyés dans leurs foyers pour y rester sous la surveillance de la Gestapo. De ces derniers, un certain nombre réussit à disparaître dans la clandestinité, trente-cinq autres furent envoyés au camp de concentration de Hinzerth. Le reste fut incorporé de force dans des corps de police à l'intérieur du Reich.

En octobre 1941, un peloton du groupe qui avait été expédié en Yougoslavie refusa, lors de la distribution de l'équipement, d'y toucher. Six soldats qu'on soupçonna être les instigateurs de la mutinerie furent jetés en prison, puis internés au camp de concentration de Flossenbürg.

Deux compagnies de police qu'on avait envoyées également en Yougoslavie, y furent employées avec des forces allemandes dans la lutte contre les partisans yougoslaves. Bien vite les nôtres établirent un contact amical avec les partisans. Ils renseignaient ces derniers sur les opérations projetées, tout en faisant de leur mieux pour saboter l'activité de leurs oppresseurs. Lorsque quatre d'entre eux trouvèrent la mort dans un engagement avec les partisans, tous les autres présentèrent au commandant allemand une demande collective d'être déchargé du service. La réponse fut un ordre de dislocation de la compagnie et de la dispersion de celle-ci sur différentes unités allemandes. Mais la compagnie refusa de bouger. Intervint alors la Gestapo. Elle saisit un groupe de vingt-neuf hommes et les répartit, après les avoir emprisonnés un certain temps, sur les camps de concentration de Buchenwald, Sachsenhausen et Neuengamme. Dix-sept autres furent acheminés vers le camp de concentration de Dachau. Le restant fut dispersé à l'intérieur du Reich parmi des corps de police allemands.

Une autre unité, stationnée en Yougoslavie, se fit attraper en janvier 1942, le jour anniversaire de S. A. R. Madame la Grande-Duchesse, lorsqu'elle tenait une réunion clandestine, au cours de laquelle elle manifestait sa sympathie pour la Souveraine et son mépris pour le Führer. Conséquence: l'unité fut enfermée dans une école désaffectée des mois durant. Une vingtaine d'hommes continuèrent à refuser malgré tout obstinément tout service. Ils furent expédiés en prison pour être répartis ensuite sur les camps de concentration de Sachsenhausen, Neuengamme, Flensburg et Auschwitz.

Permettez-moi de citer un dernier trait encore parmi tant d'autres de cette lutte homérique que soutenait la poignée d'hommes de notre force

armée contre la toute puissante machine de guerre et d'oppression nazie.

En février 1942, ceux des membres de la gendarmerie, de la police et de la Compagnie des Volontaires, y compris la musique militaire, qui d'une façon ou de l'autre avaient réussi à se maintenir au pays ou à y rentrer, furent rassemblés en différentes localités du pays. Ils furent sommés de contracter un engagement volontaire dans la police allemande et de signer une déclaration de fidélité. Longtemps ils refusèrent, malgré la menace des mitraillettes de policiers allemands qui les entouraient, malgré les violences des hommes du Gauleiter et de la Gestapo. Finalement, les bourreaux allemands réussirent à extorquer un certain nombre de signatures. Mais trente-deux irréductibles gendarmes et agents de police furent entraînés au camp de concentration de Hinzerth. Pour leur donner un avant-goût de ce qui les attendait, ils y furent, pour commencer, soumis, vingt-quatre heures durant, aux sévices inhumains des SS.

Mais ce qui parle un langage plus éloquent que tous ces détails, c'est le bilan chiffré des victimes héroïques de notre Force armée de 1940-1944. Sur un ensemble de quelque 800 hommes que comptaient notre gendarmerie, notre police et notre Compagnie des Volontaires, ont été, à cause de leur résistance, enfermés et torturés dans les prisons et camps de concentration allemands: 264 officiers, sous-officiers, gendarmes, policiers et soldats; sont morts pour la Patrie ou portés disparus: 1 officier et 71 sous-officiers, gendarmes, agents de police et soldats;

ont réussi à rallier les armées alliées ou à gagner le maquis, soit en France, soit en Belgique: 32 soldats, gendarmes et agents de police;

ont été déplacés dans des camps de déportation: 1 officier et 2 commissaires de police.

En d'autres mots: Des effectifs que comptait notre Force armée au moment de l'occupation, 45 % sont devenus directement victimes de leur lutte contre l'envahisseur du pays.

De tous les corps administratifs du pays, c'est donc sans conteste la Force armée qui a payé le plus lourd tribut à la résistance contre l'envahisseur.

Cette longue énumération de faits, je la devais aux morts et disparus, dont nous perpétons aujourd'hui le souvenir par l'inauguration d'un mémorial digne de leur héroïsme. Je la devais aux rescapés aussi de cet effroyable calvaire. Leurs mérites seront inscrits avec leurs noms en lettres d'or dans notre histoire nationale pour l'édification patriotique des générations à venir.

Honneur à nos Héros! Nous sommes fiers d'eux. C'est par sentiment du devoir et par amour pour la liberté de leur pays qu'ils ont accepté la mort et la souffrance. Ils ont forcé et mérité l'admiration de tous ceux qui reconnaissent la supériorité des valeurs du devoir et du patriotisme. Nous avons le droit d'être fiers aussi de notre pays. Car c'est le pays, notre pays, qui a su inspirer ces ardentés et nobles passions. Nous confions aujourd'hui les noms de nos héros

à la garde du lion héraldique que la main habile de Gustave Trémont a sculpté dans la pierre luxembourgeoise. Dans leurs personnes ils ont réalisé ce que depuis notre enfance nous chantons dans notre hymne national :

“Dât aß onst Land, fir dât mir ge’f heinidden
alles won,

Onst Hémechtsland, dât mir eso’ de’f an on-
sen Hierzer dron!” »

Après le discours de S. Exc. M. le Ministre d’Etat, Président du Gouvernement, M. le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d’Etat-Major de la Force Armée, prononça l’allocution suivante :

« Altesses Royales,
Excellences,
Mesdames,
Messieurs,

Au nom des officiers, sous-officiers et membres de la Force Armée j’ose exprimer à LL. AA. RR. nos sentiments de profonde gratitude d’avoir daigné honorer de Leur auguste présence la cérémonie de ce jour. Cette marque de sympathie est une nouvelle preuve du haut intérêt que nos Souverains ont de tout temps bien voulu porter à la Force Armée ; elle est de plus un réel réconfort et une consolation pour ceux de nos invités qui portent encore le deuil de leurs chers morts.

Nous apprécions particulièrement la présence parmi nous en ce moment des représentants diplomatiques et militaires des nations alliées et amies ; nous leur sommes très sincèrement reconnaissants des témoignages de solidarité et d’amitié qu’ils nous apportent dans cette circonstance.

A toutes les autorités civiles et religieuses, ainsi qu’à nos anciens chefs et camarades, qui ont bien voulu s’associer à l’hommage rendu aujourd’hui à nos morts, nous présentons nos remerciements les plus sincères.

Notre gratitude s’adresse plus spécialement au Gouvernement grand-ducal qui par sa généreuse sollicitude nous a donné la possibilité de rendre à nos braves camarades le devoir de l’honneur et du souvenir et qui par ce geste a bien voulu marquer à la Force Armée son estime et sa reconnaissance.

Nous remercions également l’artiste-sculpteur M. Gust Tremont et ses collaborateurs, au talent desquels est dû le monument qui en ce lieu historique de la ville de Luxembourg symbolisera et glorifiera le noble sacrifice des martyrs de la Force Armée et la plus belle vertu du peuple luxembourgeois : la fidélité.

Je m’incline avec émotion devant les familles de nos camarades qui ne sont plus. Certes, la pieuse manifestation qui nous réunit aujourd’hui, leur rappelle de pénibles souvenirs et réveille en eux des douleurs cruelles, mais en même temps ils ont le sentiment que leurs pères, maris, fils et frères ont donné leur vie pour une noble cause et que leurs souffrances et leur sacrifice ont été la rançon de notre liberté et de notre indépendance.

Chères familles qui avez bien voulu répondre à notre invitation, soyez assurées de notre sympathie, de notre respect et de notre reconnaissance. Puissent votre douleur et votre deuil s’illuminer de ce courage et de cette fierté que vos chers disparus ont si admirablement manifesté en affrontant la suprême épreuve.

Au cours de l’hommage solennel, que M. le Ministre d’Etat vient de rendre, en termes émouvants, à nos morts, il a fait l’historique de la dure épreuve à laquelle notre Force Armée fut soumise depuis l’aube du 10 mai 1940 jusqu’au jour de la défaite allemande en 1945. Sur notre terre nationale conquise et opprimée et partout ailleurs où l’envahisseur les avait transplantés, nos gendarmes, policiers et soldats ont fait preuve d’un courage remarquable en opposant à l’ennemi leur volonté de résistance et leur effort de libération. Alors que dans une lutte gigantesque se jouait le sort de notre pays, ils n’ont pas voulu rester inactifs et assister en spectateurs au sacrifice des autres. Stimulés par le haut exemple donné par la Souveraine et son Gouvernement, ils ont abandonné cette attitude de neutralité qui nous avait été imposée et qui nous avait placés pour la seconde fois dans une situation équivoque. Ils ont voulu, avec tant d’autres de nos compatriotes, que le Luxembourg ait aussi sa part dans la grande lutte pour la liberté.

Le bilan de cette ardeur patriotique et héroïque s’est avéré, hélas, bien tragique ; la liste de nos camarades qui sont morts pendant cette terrible guerre est longue. Tout à l’heure à l’appel des morts et disparus, que de noms, que de visages se réveilleront à notre souvenir et ranimeront notre émotion.

Pendant près de quatre ans j’ai subi avec beaucoup d’entre eux la longue et pénible épreuve de la captivité. J’ai partagé leurs misères et leurs souffrances et jamais je n’oublierai le splendide exemple de loyalisme, de fidélité et d’abnégation qu’ils nous ont donné en sacrifiant leurs biens, leur santé et leur vie. Puissent tous les membres de la Force Armée, officier, sous-officiers, gendarmes, agents et soldats, conserver avec moi le souvenir de ces temps exaltants où toutes les volontés étaient tendues vers un but unique : la lutte pour notre liberté violée et le salut de notre cher pays.

Il ne faut pas que nous regrettions un jour d’avoir oublié l’émouvante unité de sentiments et de sacrifices qui s’était créée derrière les barbelés des camps et à l’intérieur des murs des prisons.

Nos morts, auxquels nous avons fait des promesses, attendent de nous que nous les suivions sur le chemin du devoir et de l’honneur ; ils exigent que leur témoignage d’altruisme et de solidarité soit pour toujours un élément d’union et de force au service de la patrie.

Leur souvenir est maintenant perpétué dans la pierre, qui rappellera de façon permanente leurs actions héroïques et cette grandeur qui fut la nôtre quand nous avons résisté à l’oppressur barbare et collaboré aux efforts de nos libérateurs.

Les souffrances et les deuils des quatre années d'occupation furent tels que nous avons l'impérieux devoir de nous en souvenir. N'écarterons pas ce souvenir parce qu'il engendre la tristesse et fait revivre la douleur; ce serait faire mourir nos héros du patriotisme une seconde fois.

Pensons donc à eux toujours, dans nos joies, dans notre bonheur et dans notre liberté.

Rendons-leur l'hommage du souvenir en nous inspirant des paroles du grand poète belge Maurice Maeterlinck:

"Il n'y a qu'une place où nos grands morts de la guerre ne peuvent pas mourir. La place à laquelle je pense est en nous-mêmes. Elle est dans nos cœurs; elle est dans nos cerveaux qui en gardent le souvenir. Aussi longtemps que nous pensons à eux avec un amour aussi fidèle que s'ils étaient parmi nous, on ne peut réellement affirmer qu'ils nous ont tout à fait quittés." »

Après l'allocution de M. le Colonel Aloyse Jacoby, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse procéda à l'inauguration du monument, en faisant tomber le drapeau luxembourgeois qui le voilait. Les rayons du soleil illuminant soudain la pierre blanche fraîchement taillée, qui figurait le lion héraldique, accentuant ses formes et soulignant son relief, firent apparaître dans ce motif le symbole du courage, de la force et de l'esprit de sacrifice le plus noble, vertu qu'il est destiné à glorifier et à perpétuer.

L'Appel aux Morts, scandé par un sourd roulement de tambours, renseigna la disparition d'un officier et de 71 sous-officiers, gendarmes, agents de police et soldats.

M. le Capitaine Jules Jost, aumônier militaire en chef, procéda alors à la bénédiction du monument qui fut suivie par l'exécution de la « Sonnerie aux Morts » par la Musique de la Garde grand-ducale.

M. le Colonel honoraire Emile Speller, ancien Chef de la Compagnie des Volontaires, s'avança ensuite vers le drapeau de l'ancienne Compagnie des Volontaires pour y attacher la « Croix de Guerre 1940-1945 », décernée à la Compagnie par arrêté grand-ducal.

Voici le texte de l'arrêté grand-ducal décernant la « Croix de Guerre » à la Compagnie des Volontaires:

« Nous Charlotte, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Force Armée et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons trouvé bon et entendu de décerner la Croix de Guerre 1940-1945 à la Compagnie des Volontaires pour sa résistance héroïque à l'occupant pendant la guerre de 1940-1945.

Notre Ministre de la Force Armée est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 9 octobre 1948.

Charlotte.

Le Ministre de la Force Armée,
P. Dupong. »

Le Lieutenant en Premier Jacoby donna lecture de la « Citation à l'Ordre du Jour » de l'ancienne Compagnie des Volontaires:

« Luxembourg, le 8 octobre 1948.

Le Général, Inspecteur général de l'Armée, cite à l'ordre du jour la Compagnie des Volontaires.

« Corps d'élite qui, de 1881 à 1940, a incarné les traditions militaires luxembourgeoises, a donné un magnifique exemple de courage, de loyalisme et de fidélité pendant les années de guerre de 1940 à 1945; a opposé aux menaces, violences et tortures de l'occupant la résistance la plus tenace et le plus noble esprit de sacrifice, se créant ainsi le droit à la reconstruction de la Patrie. »

Le Général,
Inspecteur général de l'Armée,
Félix,
Prince de Luxembourg. »

Après que Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse, S. Exc. M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, M. le Colonel Aloyse Jacoby, Chef d'Etat-Major de la Force Armée, le Général Lambert, au nom de l'Armée Belge, le Major Allaire, au nom de la Gendarmerie Belge, M. le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, les représentants de la L. P. P. D., les délégués des anciens détenus du camp de concentration de Sachsenhausen, les représentants des « Anciens Combattants », de la Ligue « Ons Jongen », etc. eurent fleuri le Monument aux Héros de la Force Armée, la cérémonie fut clôturée par un défilé impeccable des troupes devant le Monument.

La Réalisation du Pacte de Bruxelles

I.

Nomination du Président Militaire permanent et des Commandants en chef des Forces Militaires des Cinq Pays.

Dans le communiqué du 29 septembre 1948 (cf. « Bulletin d'Information » 8-9, 1948, page 140), il avait été annoncé que l'organisation permanente de défense mise sur pied par les Ministres de la Défense des Puissances signataires du Traité de Bruxelles comprendrait les éléments d'un Commandement Terrestre, Aérien et Naval avec un Président Militaire permanent.

Les Gouvernements des Puissances signataires du Traité de Bruxelles ont maintenant prononcé les désignations suivantes :

Commandant en Chef des Armées de Terre de l'Europe Occidentale :

Général d'Armée Jean de Lattre de Tassigny.

Commandant en Chef des Forces Aériennes de l'Europe Occidentale :

Maréchal de l'Air Sir James Robb.

Amiral Europe Occidentale, représentant naval :
Vice-Amiral Robert Jaujard.

En outre, les Gouvernements ont également désigné comme Président Militaire permanent de ces Commandants en Chef :

Le Maréchal, le Vicomte Montgomery d'Alamein.

Les Etats-Majors du Président Militaire et des Commandants en Chef comprendront des officiers généraux et supérieurs hollandais, belges et luxembourgeois.

Ainsi qu'il a déjà été dit, la mission de ces officiers est l'étude des problèmes tactiques et techniques de défense de l'Europe Occidentale. (Communiqué à Londres le 5 octobre 1948 par le secrétaire général de la Commission permanente.)

II.

Réunion à Paris du Conseil consultatif des Ministres des Affaires Etrangères des Cinq Pays en date des 25 et 26 octobre 1948.

Le Conseil consultatif des Ministres des Affaires Etrangères des cinq Puissances signataires du Traité de Bruxelles a tenu à Paris, les 25 et 26 octobre 1948, sa troisième réunion périodique.

Il a examiné les décisions prises par les cinq Ministres de la Défense Nationale lors de leurs entretiens des 27 et 28 septembre 1948 et notamment celles qui se rapportent à l'organisation du Commandement terrestre, aérien et naval de l'Union occidentale. Le Conseil a donné son approbation aux directives dont s'inspire la politique de défense des cinq Puissances, dans le cadre du Traité de Bruxelles et de la Charte des Nations Unies.

Le Conseil a également abordé l'étude du problème de la sécurité dans l'Atlantique Nord et des résultats des conversations qui se sont poursuivies à ce sujet à Washington au cours de l'été. Cet examen a permis de constater une complète unité de vues au sein du Conseil en ce qui concerne le principe d'un pacte défensif de l'Atlantique et les démarches à entreprendre à ce sujet.

Le Conseil a approuvé les suggestions formulées par les cinq Ministres des Finances le 17 octobre dernier. En vue d'en hâter la réalisation, il a décidé notamment de former un Comité d'experts, chargé d'étudier les questions financières et économiques posées par l'organisation de la défense de l'Europe Occidentale.

Le Conseil consultatif a pris note ensuite des progrès accomplis dans le domaine social et culturel, dont le détail est exposé séparément.

En ce qui concerne le problème de l'Union européenne, le Conseil a décidé la création d'un Comité composé de représentants désignés par les Gouvernements signataires du Traité de Bruxelles à raison de cinq représentants pour la France, cinq représentants pour la Grande-Bretagne, trois représentants pour la Belgique, trois représentants pour les Pays-Bas et deux représentants pour le Luxembourg. Ce Comité, dont le siège sera à Paris, aura pour mission d'examiner et de proposer aux Gouvernements les mesures à prendre en vue de réaliser une union plus étroite entre les pays de l'Europe. A cet effet, le Comité prendra en considération les suggestions qui ont été ou pourraient être faites soit par les Gouvernements, soit par des organismes privés. Il examinera notamment les suggestions franco-belges qui ont été faites en vue de préparer la réunion d'une Assemblée consultative européenne et les suggestions britanniques concernant l'établissement d'un Conseil européen désigné par les Gouvernements, responsable devant eux et chargé d'étudier les questions d'intérêt commun. Le Comité préparera un rapport qui sera soumis au Conseil consultatif lors de sa prochaine réunion.

Enfin, les Ministres des Affaires Etrangères ont procédé à un échange de vues approfondi sur divers problèmes internationaux dont certains font actuellement l'objet des travaux de l'Assemblée des Nations Unies et du Conseil de Sécurité.

III.

Visite du Général de Lattre de Tassigny à Luxembourg.

A la suite de sa récente nomination de Commandant en Chef des Armées de Terre de l'Europe Occidentale, le Général de Lattre de Tassigny visita Luxembourg les 22 et 23 octobre 1948.

Le Général de Lattre de Tassigny, accompagné du Général de Navereau et des Lieutenants-Colonels Maxwell et Acheson, adjoints du Maréchal de l'air britannique Sir James Robb, arrivant de Bruxelles, fut reçu vers 13 heures à la frontière luxembourgeoise par M. de Crouy-Chanel, Secrétaire à la Légation de France. Un peloton de gendarmes et de M. P. l'escorta sur la route vers Luxembourg. Il descendit à la Légation de France où il fut reçu par S. Exc. M. Pierre Saffroy, Ministre de France à Luxembourg, et le personnel de la Légation. Suivit un déjeuner auquel assistèrent, outre les personnalités mentionnées plus haut, S. Exc. M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre de la Force Armée, S. Exc. M. Alfred Loesch, Grand Maréchal de la Cour, et le Colonel Jacoby, Chef d'Etat-Major de l'Armée luxembourgeoise. — Vers 15 heures, le Comman-

dant en Chef des forces terrestres de l'Union occidentale, accompagné de S. Exc. M. Pierre Saffroy, du Général de Navereau, des Lieutenants-Colonels Maxwell et Acheson et du Colonel Jacoby, fut reçu par S. A. R. Madame la Grande-Duchesse. L'audience se prolongea jusqu'à 16 heures. Ensuite, le Général français et sa suite furent les hôtes de S. Exc. M. Pierre Dupong au Ministère d'Etat. — A 20 heures, le Général assista à un banquet donné en son honneur à l'Hôtel Brasseur, qui fut présidé par M. Dupong et auquel participèrent les membres du Corps diplomatique accrédités à Luxembourg, S. Exc. M. Pierre Saffroy, Ministre de France, le Vicomte Joseph Berryer, Ministre de Belgique, M. Nigel Watson, Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne, M. George West, Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique, M. van den Berkhof van Kockengen, Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas, M. le Colonel Jacoby et les personnalités accompagnant le Général. — Le samedi matin, 23 octobre, le Général repartit pour Paris.

Les Finances publiques du Grand-Duché de 1944 à 1948.

Quatre années se sont écoulées depuis que l'administration légitime, désorganisée par l'occupant, reprenait en mains la gestion des deniers publics luxembourgeois. La tâche qui l'attendait était complexe. Il ne s'agissait pas seulement de gérer convenablement les deniers publics, mais d'abord de créer la masse monétaire, d'injecter à l'organisme social une quantité de moyens d'échange adaptée à l'état économique du pays. La tâche, déjà suffisamment lourde du point de vue de la technique financière, se trouvait bientôt compliquée et amplifiée par les conséquences désastreuses de la dernière offensive allemande. Les chiffres suivants résument éloquentement la situation :

La circulation de billets et monnaies allemands s'élevait en octobre 1944 à quelque 220 millions de Rm. Les comptes créditeurs des caisses d'épargne, des banques et de l'office des chèques postaux s'étaient gonflés pour atteindre 420 millions de Rm., dont la contrepartie était représentée par des placements forcés en Allemagne jusqu'à concurrence de 288 millions de Rm. Comparée à la situation fin décembre 1939, la masse monétaire était au coefficient 2,5.

En présence de la pénurie persistante de biens de consommation, ce pouvoir d'achat gonflé menaçait de déséquilibrer complètement le système des prix et risquait de conduire à une inflation débridée. Ce danger était d'autant plus grand que les recettes normales de l'Etat ne s'étaient pas reconstituées. La production industrielle était à son niveau le plus bas. En 1945, la pro-

duction d'acier n'atteignait pas 11 % de la production de l'année 1937. D'un autre côté, des dépenses immédiates et massives ne pouvaient être éludées : échange des marks, premiers secours aux régions dévastées, réparations urgentes, mise en marche des chemins de fer.

Politique monétaire.

L'œuvre de redressement ne pouvait dès lors réussir qu'en contractant sévèrement la circulation monétaire. Cette contraction fut réalisée au moyen d'une amputation et d'un blocage temporaire du pouvoir d'achat en circulation.

L'amputation du pouvoir d'achat résultait de la conversion de la majeure partie de la masse monétaire au taux de 1 Rm. = 5 fr. Seuls les avoirs en compte bancaire ou d'épargne anciens profitaient d'une conversion au taux privilégié de 12,50 fr. pour le mark. La charge qui incombait au Trésor restait néanmoins fort impressionnante.

L'Etat avait à échanger :

Billets allemands	Rm. 220.000.000,—
Placements forcés en Allemagne des établissements de crédit et chèques postaux	288.000.000,—
Placements forcés en Allemagne des assurances sociales et autres établissements d'utilité publique	32.000.000,—
Total:	Rm. 540.000.000,—

Ces 540.000.000,— Rm. représentaient au cours imposé par l'occupant fr. lux. anciens 5.400.000.000,— = fr. belges 6.750.000.000,—.

Le coût effectif de l'échange des marks est évalué à plus de 3 milliards de francs, à savoir:

1 ^o Echange des billets et monnaies allemands	en millions de francs 1.170,—
2 ^o Placements forcés déjà réglés	1.403,—
3 ^o Estimation des placements forcés restant à régler	462,—
Total:	3.035,—

Le coût de l'échange des marks se trouvera encore majoré des bonifications qui seront accordées en vertu de l'arrêté grand-ducal du 26 septembre 1945 ayant pour objet le redressement de certains cas de rigueur nés de l'échange monétaire.

Les avoirs convertis en francs furent partiellement soumis à un blocage temporaire. Le total des fonds ainsi bloqués atteignait au 18 octobre 1944 1953 millions. Plus des deux tiers de ces fonds ont été débloqués depuis.

Le tableau suivant montre l'évolution des avoirs indisponibles (en millions de francs):

Date	Comptes provenant de l'échange des billets	Chèques postaux	Etablissements de crédit	Total
18. 10. 44	731	176	1.046	1.953
1. 5. 47	303	43	507	853
15. 6. 48	198	30	417	645
1. 11. 48	152	23	270	445

Evolution budgétaire.

Avant la guerre, les budgets de l'Etat étaient généralement équilibrés. Les dépenses et les recettes budgétaires effectuées par l'Etat pendant les exercices 1937 à 1939 étaient les suivantes (en millions de francs):

	1937	1938	1939
Recettes	328	364	364
Dépenses	332	354	359
Excédent des recettes	—	10	5
Excédent des dépenses	4	—	—

Il serait hasardeux de citer en regard de ces chiffres ceux des budgets de l'administration allemande. Les données que nous possédons sur ceux-ci ne sont pas toujours comparables. Le régime d'annexion de fait auquel le pays était soumis, avait pour conséquence la suppression pure et simple d'un certain nombre de chapitres du budget et l'introduction d'autres non traditionnels, tels que celui des dépenses de la propagande nazie. Toujours est-il que ces budgets se trouvaient considérablement gonflés tant du côté des recettes, par la mise en vigueur du système fiscal allemand, que du côté des dépenses, par l'extension des cadres de l'administration.

Le premier budget d'après-guerre fut établi le 25 juin et publié le 26 décembre 1945. Il comprend deux périodes, celle du 10 septembre 1944 au 31 décembre 1944 et l'année 1945. Les estimations de ce budget étaient les suivantes (en millions de francs):

	1944 (10 sept.—31 déc.)	1945
Recettes	69	468
Dépenses	179	1.792
Excédent des dépenses	110	1.324

D'après les comptes établis entretemps, le

résultat financier de ces deux périodes a été le suivant (en millions de francs):

Recettes	38	603
Dépenses	182	2.093
Excédent des dépenses	144	1.490

On constate que l'excédent défavorable dépasse les évaluations faites par l'administration, ce qui n'est guère surprenant. L'évolution économique était une grande inconnue en 1945 et toute estimation des recettes était une gageure.

Dans la présentation de ces budgets, il n'a pas été distingué entre dépenses ordinaires et extraordinaires. Le total de ces dernières représente toutefois un chiffre impressionnant.

Voici quelques-uns des postes les plus importants (en millions de francs):

	1944 (10 sept.—31 déc.)	1945
Chemins de fer	45	131
Dommages de guerre et reconstruction	45	1.063
Rapatriement	1	31

On peut dire que l'année 1945 fut, au point de vue budgétaire, l'année « noire » dans l'histoire des finances publiques luxembourgeoises. A partir de 1946, une amélioration se dessine. D'une part, les recettes ordinaires augmentent régulièrement et dépassent les prévisions budgétaires. D'autre part, le vote et l'exécution de lois fiscales exceptionnelles (impôt sur les bénéfices de guerre, impôt extraordinaire sur le capital) procurent des recettes extraordinaires compensant notablement les dépenses anormales dues aux conséquences de la guerre. Le tableau suivant montre les estimations budgétaires des exercices 1946, 1947 et 1948 classées suivant le caractère ordinaire ou extraordinaire des articles de dépenses et de recettes:

	Estimations budgétaires en milliers de frs,		
	1946	1947	1948
RECETTES.			
a) <i>Ordinaires:</i>			
Contributions	344.340	567.380	650.195
Douanes	87.814	200.907	353.468
Enregistrement	70.300	295.990	420.097
Diverses	247.737	242.962	223.464
	750 191	1.307.239	1.647.224
b) <i>Extraordinaires:</i>			
Impôt bénéfices de guerre	250.000	—	—
Impôt extraordinaire sur le capital	300.000	500.000	500.000
Emission d'emprunts et de bons du Trésor	750.000	785.000	852.430
Réparations et liquidations de biens sous séquestre	150.000	8 000	—
Organismes Bretton Woods	—	—	520.318
Recettes monétaires	—	1.866.636	35.000
	1.450.000	3.159.636	1.907 748
	2.200.191	4.466 875	3.554.972
DEPENSES.			
a) <i>Ordinaires:</i>			
Dette publique	65.827	150.555	138.652
Travaux publics, Domaines, Transports, Tourisme	118 876	151.959	174.480
Agriculture et Viticulture	27.522	36.522	24.558
Travail, Prévoyance Sociale, Logements	158.572	157.224	138.421
Subsides économiques	—	—	160.000
Divers	767.490	900.487	969.527
	1.138.287	1.396.747	1.605.638
b) <i>Extraordinaires:</i>			
Travaux extraordinaires	2.750	4.500	1.300
Dommages de guerre et reconstruction	859.842	734.229	1.027.807
Chemins de fer	160.000	125.000	—
Subsides économiques	100.000	200.000	—
Déblocage monétaire et cas de rigueur	75.000	100.000	100.100
Rapatriement	6.717	16.010	9.303
Organismes Bretton Woods	—	—	526.030
	1.204.309	1.179.739	1.664.540
c) Régul. échange monétaire	—	840 150	—
Excédent exercice précédent	1.324.000	1.590.000	690.000
	3.666.596	5.006.636	3.960.178

La structure des budgets de 1946 et 1947 ne faisait pas de distinction entre l'ordinaire et l'extraordinaire. Le budget de 1948 se divise par contre en partie ordinaire et en partie extraordinaire, tant pour les recettes que pour les dépenses. Dans le tableau qui précède, nous avons essayé de mettre en regard des rubriques comparables des trois budgets.

L'étude de ce tableau permet aussi de constater de quelle façon le déficit extraordinaire des années 1944 et 1945 a pu être financé. La politique monétaire, notamment au moyen du dosage de l'injection de signes monétaires dans

l'économie, y a joué un grand rôle. La trésorerie de l'Etat se développait par ailleurs favorablement grâce à l'accroissement des dépôts en comptes chèques postaux et à la souscription de bons du Trésor.

En regard des estimations budgétaires faisant l'objet du tableau précédent, nous donnons ci-après un tableau montrant l'évolution des résultats budgétaires effectifs depuis le 10 septembre 1944, en tenant compte des comptes généraux des exercices pour autant qu'ils sont déjà connus (en milliers de francs):

	Recettes	Dépenses	Excédent des recettes	Excédent des dépenses
1944 (compte)	38.108	182.274		144.166
1945 (compte)	603.696	2.094.439		1.490.743
1946 (compte)	2.312.828	2.655.282		342.454
1947 (compte prov.)	4.725.204	3.322.448	1.402.756	
1948 (Budget)	3.554.972	3.350.179	204.793	

Le déficit final se réduit donc à 369.813.000 francs. Pour interpréter correctement ce chiffre, il faut tenir compte de l'accroissement concomitant de la dette publique, dont il sera question plus loin. Ces deux constatations résument en quelque sorte le problème financier posé par les conséquences de la guerre: financement à moyen et court terme des déficits immédiats, consolidation progressive de la dette à court et moyen terme.

Dette publique.

La dette publique du Grand-Duché était relativement légère avant la guerre. Fin 1939, la dette à long terme atteignait 618.235.497 francs et la dette flottante 100.275.000 francs.

Si dans les pays occupés non incorporés à l'administration financière allemande, comme en France et en Belgique, la dette publique s'est progressivement accrue pendant les hostilités, cet accroissement de plus en plus accéléré traduisant les effets financiers de l'occupation, la dette au Grand-Duché restait inchangée pendant les années de guerre. A partir de la libération, l'accroissement de la dette fut d'autant plus rapide et les chiffres actuels traduisent a posteriori tout le poids de l'occupation allemande.

En octobre 1948, la dette à long terme atteint 1.951.811.104 francs, soit une augmentation de plus de 1.300 millions par rapport à 1939.

Depuis la libération, le Gouvernement a procédé aux émissions suivantes d'emprunts à long terme sur le marché intérieur:

Emprunt 4 % 1946,	
I ^{re} tranche	fr. 335.000.000,—
Emprunt 4 % 1946,	
II ^e tranche	165.000.000,—
Emprunt 3 % 1947,	
tranche en dollars et livres st.	28.432.710,—
Emprunt 4 % 1947,	
destiné à l'indemnisation des actionnaires des compagnies de chemins de fer	155.000.000,—

Un emprunt extérieur de 12.000.000 dollars ou 527.520.000 francs a été contracté en 1947 auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement économique à Washington.

En vertu de la convention conclue avec la société anonyme des Chemins de fer Prince Henri, l'Etat assume le service financier de deux emprunts obligataires de cette société, sur lesquels les montants respectifs suivants restent à amortir:

Emprunt 3 % fr. 6.685.500,—

Emprunt 4 % 3.008.000,—

Le trait le plus frappant de l'évolution d'après-guerre est l'accroissement massif de la dette à court et moyen terme.

La circulation de bons du Trésor proprement dits, échéant à 3, 6, 9 mois, émis en vertu des lois budgétaires, se tient dans des limites normales (231.509.000 fr. au 1^{er} octobre 1948).

Le moyen de financement le plus largement utilisé pour faire face aux conséquences financières de la guerre est un bon du Trésor spécial, échéant à 2, 3 ou 5 ans, et dénommé « bon de la Reconstruction ». Ce bon représente en fait une obligation à moyen terme. Un arrêté du 15 mai 1945 autorisa le Ministre des Finances à émettre des bons de la Reconstruction à concurrence de 2 milliards de francs. Au 1^{er} octobre 1948, le montant effectivement émis atteint 1.542.072.000 francs.

La plus grande partie des bons émis a été remise aux établissements de crédit comme contrepartie de leurs placements forcés en Allemagne (1.261.725.000 fr. au 1^{er} octobre 1948).

A côté de la dette à court et moyen terme proprement dite, il faut signaler les engagements résultant de *bons spéciaux*, dont le remboursement est différé à plus ou moins longue échéance. Leur caractéristique commune est de ne pas comporter de charge d'intérêt.

Il y a d'abord les bons remis au Gouvernement belge en vertu des accords monétaires belgo-luxembourgeois fr. 1.475.001.300 et des accords de règlement des opérations prêt et bail 150.000.000

Total: fr. 1.625.001.300

Ces bons sont remboursables à la fin de l'Union Economique.

Les bons émis à propos des souscriptions du Grand-Duché au capital du Fonds Monétaire International (423.977.500 fr.) et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (78.100.000 fr.) sont des bons à vue, mais, pour des raisons de technique monétaire, leur mobilisation par les deux organismes dans le cadre de leurs statuts n'apparaît pas comme imminente et se ferait de toutes façons seulement dans une mesure compatible avec la situation générale des finances publiques.

Enfin, le bon de 500 millions établi en contrepartie de ce qui, dans les circonstances actuelles, peut être considéré comme le minimum de dépôts

des comptes chèques postaux ne pèse pas sur la liquidité de la Trésorerie.

L'évolution future de la dette publique dépend en majeure partie du rythme et de l'importance des indemnités pour dommages de guerre. Il faut s'attendre à un nouvel accroissement massif dans les années à venir. Le poids de la dette actuelle en comparaison avec les recettes normales du Budget annuel est suppor-

table et laisse une certaine marge pour une augmentation. Toujours est-il que la qualité de cette nouvelle dette jouera un rôle déterminant. Il serait dangereux de gonfler encore la dette flottante. L'indemnisation des dommages de guerre doit se faire selon un plan financier dressé en tenant compte des possibilités de consolidation à long terme des charges qui en résultent.

La Législation sociale après la Libération

L'expansion des idées et des lois sociales qui marque ce dernier après-guerre tout comme elle marquait l'autre, constitue l'un des rares traits réconfortants d'une époque par ailleurs singulièrement décevante.

La tendance vers plus d'humanité dans la condition de l'homme, en compensation des inhumanités de la guerre, le besoin de paix sociale après tant d'années de lutte, l'intégration organique du monde ouvrier dans les cadres nationaux, sont certainement les causes profondes, bien que par cela même peut-être moins apparentes, de l'avance des idées et des lois sociales. Sur un plan plus apparent il y a ce grand sentiment d'union des classes sociales né du danger vécu en commun et, encore, la nécessité de justice de tenir indemne le travail des efforts et des privations que lui avait imposés la guerre totale.

Toutes ces causes furent mères d'idées-forces qui imprimèrent son allure particulière à l'évolution de la politique sociale à l'issue de chacune des deux guerres.

Les bouleversements économiques mêmes, consécutifs aux grands remous de l'occupation et de la libération et la disette de produits dans tous les secteurs offraient, par l'estompement des incidences économiques, un terrain autrement favorable aux réformes sociales que les années de consolidation économique et de saturation des marchés, et c'est à bon droit que feu le Ministre du Travail Pierre Krier put constater que tout ce qui en ce domaine ne serait pas réalisé dans les années immédiates, deviendrait d'une réalisation de plus en plus difficile*).

I. — La Reconstruction administrative.

Mais tout d'abord il convenait, après la retraite de l'ennemi, de remettre la maison en ordre et d'établir les bases de départ. Au cours de quatre années d'annexion de fait, la loi nationale avait dû céder devant la loi allemande en même temps que les institutions nationales furent incorporées à l'administration du Reich.

Ce fut donc en premier lieu une tâche immense de reconstruction administrative qui s'im-

posait; la législation d'habilitation (1) fournit au Gouvernement l'instrument pour les mesures de reconstruction sociale les plus urgentes.

En présence de la dislocation des organes consultatifs et administratifs anciens, des organes nouveaux furent installés, d'autres furent transformés et adaptés aux besoins nouveaux.

Une Conférence Nationale du Travail (2), composée en nombre égal de représentants de l'Etat, des employeurs et des travailleurs, fut appelée à assister le Gouvernement dans l'administration sociale du pays, sa tâche première consistant à aider le Gouvernement dans l'organisation et l'exécution des mesures immédiates à prendre en matière d'administration sociale pendant une période transitoire et à fournir des rapports sur les projets et propositions de loi soumis par le Gouvernement et le Parlement, particulièrement en matière de reconstruction sociale; elle fut secondée dans ces tâches par la Commission d'experts pour la coordination de la législation du Travail et de la Protection sociale (3) et par la Commission d'experts pour l'étude de différents projets relatifs à la sécurité sociale (4).

Au sein même de la Conférence Nationale du Travail furent instituées une Commission paritaire du Marché du Travail et une Commission paritaire de Conciliation.

La Commission paritaire du Marché du Travail a pour tâche de diriger l'emploi de la main-d'œuvre et de surveiller le marché du travail; elle remplit en outre les fonctions de la Commission administrative paritaire qui assiste le Commissaire placé à la direction de l'Office national du Travail. La Commission paritaire de Conciliation qui prit la place du Conseil national du Travail en ce qui concerne l'aplanissement des conflits collectifs du travail fut constituée dans la suite en Office national de Conciliation par l'adjonction d'un service administratif spécial.

L'un et l'autre des Offices ci-dessus tiennent un rôle de premier plan dans la vie sociale du pays, le premier par une action constante de tous les jours sur l'emploi, l'autre par son action sur le niveau des salaires, la tâche de réglementation collective des conditions de travail générales ayant été épuisée de 1936 à 1939 par le Conseil national du Travail.

*) Le Luxembourg dans le Monde nouveau, N° 1, page 8.

L'Office National du Travail (5) est né de la fusion des trois Bourses de Travail ayant existé avant la guerre. Appelé à réaliser une politique nationale de l'emploi, il doit servir d'intermédiaire pour le placement, exercer une surveillance constante sur les fluctuations du marché du travail par un service statistique spécial et assurer l'orientation professionnelle et le placement en apprentissage en collaboration avec les organismes et institutions qui s'occupent de ces problèmes. Pour assurer l'organisation méthodique du marché du travail, toutes demandes et offres d'emploi doivent être déclarées à l'Office dont l'intervention est requise pour la validité des embauchages; le recrutement de salariés à l'étranger est de sa compétence exclusive. De même l'administration des secours de chômage qui, avant la guerre, appartenait aux communes et aux commissions paritaires a été dévolue à l'Office.

L'Office National de Conciliation (6) a essentiellement assumé les fonctions du Conseil National du Travail créé le 29 janvier 1936, dont il suit les règles de composition et de procédure; toutefois, un Conseil d'arbitrage a été prévu pour le cas de non-conciliation, les parties restant d'ailleurs libres d'accepter ou de repousser la décision d'arbitrage intervenue. En fait, l'arbitrage est exercé par un membre du Gouvernement sur la foi d'un compromis entre parties.

La réorganisation administrative ci-dessus fut complétée par la réforme de l'Inspection du Travail et des Mines (7) et la création d'un Office pour le placement et la rééducation professionnelle des accidentés du travail et des invalides de guerre (8).

Dans le domaine des assurances sociales, l'Association d'assurance contre les accidents, l'Etablissement d'assurance contre l'invalidité et la Caisse de pension des employés privés, rattachés par l'occupant aux institutions similaires du Reich, furent immédiatement rétablis; par contre, l'organisation territoriale des caisses de maladie régionales a été maintenue telle qu'elle avait été modifiée sous l'occupation. La Caisse de Retraite des Ouvriers mineurs et métallurgistes fut conservée provisoirement jusqu'à l'introduction de l'assurance supplémentaire de ses affiliés. Le contrôle des institutions sociales fut dévolu à un organe nouveau, l'Inspection des institutions sociales (9), et la juridiction en matière de prestations fut spécialisée et centralisée par la création du Conseil arbitral des assurances sociales et du Conseil supérieur des assurances sociales (10).

II. — Le statut du travail.

La restauration et l'extension des droits sociaux fut menée de pair avec la reconstruction administrative.

En matière d'emploi, les travailleurs déplacés ou assimilés furent réintégrés (11). Pour prévenir le chômage et, en général, pour stabiliser l'emploi, le licenciement simultané de plus de dix salariés endéans quinze jours dans une même entreprise fut limité dans ses effets; en cas de reprise du

travail, les salariés congédiés à la suite du chômage total ou partiel de l'entreprise doivent être réembauchés par priorité (5). De même, les accidentés de travail d'une entreprise gardent un droit de priorité pour l'occupation d'un poste disponible dans cette entreprise (8). D'autre part, la formation du personnel nécessaire aux entreprises pour la reconstruction économique fut facilitée par la révision de la législation sur l'apprentissage, rendue applicable désormais tant à l'industrie et au commerce qu'à l'artisanat avec participation paritaire des chambres professionnelles dans l'organisation de l'apprentissage (12).

Dans le cadre du statut du travail il y a lieu de relever la généralisation des congés payés dans les entreprises artisanales (13), l'introduction de jours fériés payés (14) et, innovation particulièrement saillante au point de vue des principes, la fixation de salaires et de traitements minima (15).

Tous ces progrès se situent dans la voie d'une grande Charte du Travail qui fut l'une des idées maîtresses du Gouvernement de la Libération et dont les principes essentiels ont été consacrés par l'art. 11 nouveau de la Constitution (16).

En même temps que s'ébauche la Charte nouvelle, une *Ecole Supérieure du Travail* forme depuis 1945 cette élite ouvrière indispensable à une représentation efficiente du travail dans la vie économique et sociale de la nation.

III. — La Sécurité sociale.

A aucun moment, depuis la Libération, l'extension du régime de sécurité sociale n'a cessé de se poursuivre à une cadence régulière.

Sans doute, le Plan Beveridge qui a, en quelque sorte, acquis force de mythe — au sens sorélien du mot — dans l'évolution de la politique sociale, doit-il son rayonnement pour une large part au prestige de la nation anglaise pendant les années terribles; mais cela seul ne suffirait pas à expliquer la pénétration en profondeur de la notion de sécurité sociale. Il fallait en plus que les suites économiques et monétaires de la guerre eussent démontré péremptoirement l'insuffisance des garanties purement individuelles en face de risques que de plus en plus on qualifie de sociaux parce que demandant une couverture par des voies sociales.

A vrai dire, chacun des pays qui se sont ralliés au programme de la sécurité sociale a suivi les voies qui lui étaient propres, et les différents plans de sécurité sociale mis en application n'ont de commun que l'idée générale de la garantie sociale obligatoire, tout en variant quant aux méthodes et institutions suivant les conditions particulières à chaque nation.

Il n'en reste pas moins que le rapprochement des pays occidentaux a donné lieu à des consultations en vue du rapprochement de la politique sociale, et des accords de réciprocité avec nos voisins immédiats ont été mis sur le chantier pour assurer l'égalité de traitement et la conservation des droits en matière de sécurité sociale; d'ores et déjà des mesures préliminaires ont été

prises dans les rapports du Grand-Duché et de la Belgique (17).

Pour apprécier pleinement l'œuvre de sécurité sociale réalisée depuis la Libération, il convient de se reporter à l'inventaire de départ. Non seulement l'occupant avait aboli la législation nationale; il avait déplacé en grand nombre les assurés et acheminé de même d'importants capitaux de couverture vers le Reich. Il aura fallu compenser les placements forcés en Allemagne (18) (21), restituer dans leurs carrières d'assurance normales les travailleurs déplacés (11), — tout en avisant aux lésions des droits individuels échus (19) — et, principalement, instituer une législation nationale nouvelle.

L'évolution des idées et des faits au cours des années cruciales appelait une revision profonde du régime d'assurance tel qu'il se présentait en 1940. Il ne put donc être question à l'issue de l'occupation de rétablir purement et simplement dans son ensemble la législation ancienne, en attendant la préparation des réformes nécessitées par la situation nouvelle; l'assurance sociale prend trop de place dans la vie de la population assurée, surtout dans les pays de vieille assurance comme le Luxembourg, pour qu'on puisse changer itérativement le régime pour des considérations simplement juridiques.

Aussi les premières mesures (20) eurent-elles pour objet de maintenir provisoirement en vigueur certaines dispositions prises sous l'occupation, notamment en ce qui concerne l'étendue et l'objet de l'assurance, ce, bien entendu, sous les modalités appropriées pour les adapter au cadre de la législation nationale rétablie en principe en vertu des arrêtés grand-ducaux déterminant les effets des mesures prises par l'ennemi. Les arrêtés reconductifs furent itérativement reconsidérés et, à l'heure actuelle, la réglementation provisoire ne subsiste plus qu'en matière d'assurance-maladie et d'assurance-pension des employés privés. D'ores et déjà le législateur a pu procéder à une refonte organique de l'assurance-accidents et de l'assurance-invalidité-vieillesse ouvrière (21), en même temps qu'il a institué un secteur nouveau de la sécurité sociale, les allocations familiales (22).

Par rapport à l'avant-guerre l'avance est importante, tant par l'institution du secteur législativement nouveau des allocations familiales que par l'extension et l'amélioration des secteurs traditionnels.

Ainsi l'assurance-accidents a été étendue aux services domestiques et au commerce, l'assurance-maladie aux crédirentiers sociaux (18) (21) et, de même que l'assurance-invalidité-vieillesse, aux gens de maison et aux salariés agricoles; les plafonds d'assurance des employés ont été remaniés ou relevés (18) (21). L'extension des prestations alla de pair avec l'extension du champ d'application, tant quant à l'amélioration des conditions d'attribution et du taux que par l'introduction de l'assurance supplémentaire dans les mines et dans la métallurgie (23).

L'accroissement afférent des charges est couvert par le relèvement des cotisations et l'élargissement de la participation de l'Etat. Ce dernier trait est particulièrement remarquable; c'est ainsi que la contribution de l'Etat aux prestations de la seule assurance-invalidité-vieillesse ouvrière excède notablement la part fournie par l'Etablissement d'assurance même et comporte pour l'exercice 1949 une prévision budgétaire de près de 100 millions, soit plus de 300 francs par tête d'habitant.

L'intervention de l'Etat doit être considérée comme décisive dans l'adaptation des rentes dites anciennes au coût de la vie (24), adaptation qui dépasse de loin la simple réévaluation de la valeur-or des cotisations payées. C'est l'adaptation des prestations au coût de la vie — qu'elle soit œuvre de plein gré gouvernementale comme pour les rentes servies sur la base de la législation ancienne ou qu'elle résulte de l'adoption de la clause indiciaire dans la législation nouvelle — qui est l'élément le plus significatif dans l'évolution du régime de simple assurance vers un régime de sécurité sociale effective.

*

- 1) Lois des 28 septembre 1938 (Mém. 1938, p. 1099) et 29 août 1939 portant extension de la compétence du pouvoir exécutif (Mém. 1939, p. 837), du 27 février 1946 concernant l'abrogation des lois de compétence de 1938 et 1939 et l'octroi de nouveaux pouvoirs spéciaux au Gouvernement (Mém. 1946, p. 119), des 24 décembre 1946 (Mém. 1946, p. 866) et 24 décembre 1947 portant habilitation pour le Gouvernement de régler certaines matières (Mém. 1947, p. 1009).
- 2) Arrêté grand-ducal du 10 novembre 1944 portant création d'une Conférence Nationale du Travail, d'une Commission Paritaire du Marché du Travail et d'une Commission Paritaire de Conciliation (Mém. 1944, p. 107).
- 3) Arrêté ministériel du 12 mars 1945 portant institution d'une Commission d'experts pour la coordination de la législation du Travail et de la Protection sociale (Mém. 1945, p. 111).
- 4) Arrêté ministériel du 12 mars 1945 ayant pour objet l'institution d'une Commission d'experts pour l'étude de différents projets relatifs à la sécurité sociale (Mém. 1945, p. 111).
- 5) Arrêté grand-ducal du 30 juin 1945 portant création d'un Office national du Travail (Mém. 1945, p. 375).
- 6) Arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de Conciliation (Mém. 1945, p. 731).
- 7) Arrêté grand-ducal du 26 mars 1945 concernant la réorganisation de l'Inspection du Travail et de l'Administration des Mines (Mém. 1945, p. 130).

- 8) Arrêté grand-ducal du 20 février 1945 concernant la création d'un office pour le placement et la rééducation professionnelle des accidentés du travail et des invalides de guerre (Mém. 1945, p. 95).
- 9) Arrêté grand-ducal du 23 octobre 1944 portant création d'une Inspection des Institutions Sociales (Mém. 1944, p. 76).
- 10) Arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 portant fixation du siège, de la compétence et de l'organisation du Conseil arbitral et du Conseil Supérieur des assurances sociales et procédure devant les dits Conseils (Mém. 1945, p. 821), modifié par l'arrêté grand-ducal du 30 mai 1947 (Mém. 1947, p. 495).
- 11) Arrêté grand-ducal du 30 janvier 1945 garantissant le droit à leurs anciens emplois à certaines catégories de travailleurs luxembourgeois (Mém. 1945, p. 54).
- 12) Arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 portant révision de la loi du 5 janvier 1929 sur l'apprentissage (Mém. 1945, p. 745).
- 13) Arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 portant introduction du congé payé des compagnons travaillant dans les entreprises artisanales (Mém. 1945, p. 757).
- 14) Arrêtés grand-ducaux du 8 octobre 1945 réglementant uniformément le paiement des jours fériés aux salariés occupés dans l'artisanat (abrogé) et du 8 août 1947 portant réglementation des jours fériés légaux (Mém. 1947, p. 759).
- 15) Arrêtés grand-ducaux du 30 décembre 1945 portant fixation des salaires minima (Mém. 1945, p. 25), du 14 janvier 1946 portant nouvelle fixation des salaires minima (Mém. 1946, p. 5), du 24 juin 1946 prorogeant les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 14 janvier 1946 portant nouvelle fixation des salaires minima (Mém. 1946, p. 495) et du 6 août 1948 (Mém. 1948, p. 997).
- 16) Révision de la Constitution (Mém. 1948, p. 797).
- 17) Arrêté grand-ducal du 23 mars 1947 ayant pour objet de compléter l'art. 6 de l'arrêté grand-ducal du 13 juin 1945 concernant la majoration des pensions allouées ou à allouer par la Caisse de pension des employés privés, modifié par l'arrêté grand-ducal du 6 avril 1946 (Mém. 1947, p. 311), arrêté grand-ducal du 23 mars 1947 ayant pour objet de compléter l'art. 2 de l'arrêté grand-ducal du 30 décembre 1944 concernant la majoration des rentes d'invalidité et de vieillesse et la réévaluation des rentes d'accidents, modifié par l'arrêté grand-ducal du 30 mars 1946 (Mém. 1947, p. 312), arrêté ministériel du 23 mars 1947 ayant pour objet de suspendre les dispositions des art. 187, alinéa 3, 196, 225 bis et 225 N° 3 du Code des Assurances Sociales au profit des assurés de nationalité belge et luxembourgeoise résidant en Belgique (Mém. 1947, p. 321).
- 18) Arrêté grand-ducal du 14 octobre 1944 concernant l'échange monétaire (Mém. 1944, p. 61).
- 19) Arrêté grand-ducal du 13 juin 1945 déterminant l'effet de certaines mesures prises par l'occupant en matière d'assurances sociales (Mém. 1945, p. 334).
- 20) Arrêtés grand-ducaux des 12 décembre 1944, 14 décembre 1944 et 21 décembre 1944 ayant pour objet la mise en vigueur provisoire de la réglementation imposée par l'occupant en matière d'assurance-maladie, en matière d'assurance-accidents et d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, en matière d'assurance des employés privés et en matière d'assurance-maladie, d'invalidité et de vieillesse des ouvriers et employés des mines et de l'assurance-invalidité-vieillesse des ouvriers métallurgistes (Knappschaftskasse) (Mém. 1945, pp. 1, 4, 14 et 18), révisés par les arrêtés grand-ducaux des 19 mars, 24 mai, 23 juillet, 13 août, 29 septembre et 6 octobre 1945 (Mém. 1945, pp. 118, 305, 428-469, 461, 674, 705, 735 et 737), du 4 mars 1946 (Mém. 1946, p. 163), du 13 février 1947 (Mém. 1947, p. 191) et du 31 janvier 1948 (Mém. 1948, p. 209).
- 21) Loi du 21 juin 1946 portant abrogation ou modification des dispositions en vigueur au 31 décembre 1945 en matière d'assurances sociales (Mém. 1946, p. 475).
- 22) Loi du 20 octobre 1947 concernant les allocations familiales pour les salariés (Mém. 1947, p. 909), arrêté ministériel du 24 janvier 1948 concernant l'admission des travailleurs frontaliers occupés dans le Grand-Duché au bénéfice des allocations familiales (Mém. 1948, p. 218), arrêté grand-ducal du 8 juillet 1948 étendant aux non-salariés de nationalité luxembourgeoise le bénéfice des prestations de naissance prévues par l'art. 9 de la loi du 20 octobre 1947 concernant les allocations familiales pour les salariés (Mém. 1948, p. 913).
- 23) Loi du 13 janvier 1948 portant abrogation des dispositions et mesures prises par le pouvoir occupant et celles mises provisoirement en vigueur après la libération en matière d'assurance-invalidité et décès des ouvriers mineurs et employés techniques des mines du fond et des ouvriers métallurgistes (Mém. 1948, page 75); arrêtés grand-ducaux du 2 février 1948 ayant pour objet la réglementation de l'assurance supplémentaire des ouvriers mineurs et métallurgistes (Mém. 1948, p. 211) et le réexamen des pensions et la réglementation de l'assurance supplémentaire des employés techniques des mines du fond (Mém. 1948, p. 215).
- 24) Arrêté grand-ducal du 30 décembre 1944 concernant la majoration des rentes d'invalidité et de vieillesse et la réévaluation des rentes d'accident (Mém. 1945, p. 8), révisé par les arrêtés grand-ducaux des 19 mars, 4 juillet et 20 octobre 1945 (Mém. 1945,

pp. 611, 455 et 704), des 30 mars et 24 juin 1946 (Mém. 1946, pp. 228, 519, 232 et 494), du 23 mars 1947 (Mém. 1947, p. 322) et du 2 février 1948 (Mém. 1948, p. 215); arrêté grand-ducal du 13 mai 1945 concernant la majoration des pensions allouées ou à allouer par la Caisse de pension

des employés privés (Mém. 1945, p. 332), révisé par les arrêtés grand-ducaux du 5 juillet 1945 (Mém. 1945, p. 456), des 6 avril et 29 août 1946 (Mém. 1946, pp. 251, 519 et 646), du 23 mars 1947 (Mém. 1947, p. 321) et du 2 février 1948 (Mém. 1948, p. 210).

La Revision des Traitements des Fonctionnaires et Employés de l'Etat

La loi du 21 mai 1948.

La loi du 21 mai 1948 marque une étape nouvelle dans la législation sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat. C'est une œuvre de grande envergure et de progrès. Elle remplace la loi du 29 juillet 1913 qui, jusqu'ici, avait servi de base dans cette matière, mais dont la réforme était devenue de plus en plus pressante, tant pour revaloriser la fonction publique que pour coordonner dans une loi générale les différents éléments dont se compose la rémunération du fonctionnaire et les nombreuses modifications apportées, dans un intervalle de plus de trente ans, aux cadres des administrations et services publics. Enfin, la nouvelle loi a codifié les dispositions éparses qui constituent le droit commun en matière de traitement.

La caractéristique fondamentale de la nouvelle loi consiste dans la fixation de nouveaux traitements en francs-valeur (1^{er} janvier 1948). C'est dire que cette loi remplace l'ancienne formule de l'adaptation au nombre-indice des traitements de base exprimés en francs-valeur 1913 par une formule nouvelle qui suit de près le mouvement du coût de la vie.

En effet, la loi dispose que les traitements sont adaptés périodiquement au coût de la vie constaté chaque mois par des nombres-indices pondérés; ils devront être augmentés ou diminués de 5 %, lorsque le coût de la vie ainsi constaté accusera une hausse ou une baisse de 5 % en moyenne pour la période semestrielle écoulée. Le point de départ de la première période est fixé au 1^{er} janvier 1948.

L'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1948 est venu, entretemps, déterminer les éléments qui entrent en ligne de compte pour l'établissement des nombres-indices pondérés applicables aux nouveaux traitements des fonctionnaires.

La loi de revision apporte une augmentation variant entre 20 et 30 % des traitements servis avant le 1^{er} janvier 1948 et, simultanément, une nouvelle classification des emplois dans le barème de rémunération. Rappelons brièvement que les traitements nouveaux sont fixés par minima et par maxima, que l'écart entre ces deux fixations est comblé par des augmentations triennales et que les emplois similaires ou identiques forment 18 groupes à traitements ordinaires. Des traitements spéciaux sont attribués à la Magistrature, ainsi que, entre autres, au personnel des

Douanes, de la Force Armée (Armée, Gendarmerie, Police locale), au personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures et aux ministres des cultes.

Il est inutile d'entrer ici dans le détail des fixations figurant aux tableaux annexés à la loi.

Qu'il suffise de relever que le traitement qui forme le minimum d'existence du fonctionnaire est fixé à 40.000 fr. par an et que les traitements des autres groupes d'emplois s'appuient sur ce minimum, en respectant les écarts hiérarchiques qui se dégagent de l'importance et de la responsabilité attachées aux fonctions, du degré d'études et de l'âge des titulaires appelés aux emplois publics. C'est ainsi que le traitement maximum du directeur des administrations de l'Etat, classé aux groupes XVI et XVII, s'élève à 210.000 resp. 220.000 fr. par an, ce qui donne une tension de 5,25 resp. 5,5 par rapport au minimum d'existence.

Aux traitements proprement dits vient s'ajouter une indemnité de foyer qui est attribuée, totalement, aux fonctionnaires mariés, par 75 %, aux fonctionnaires célibataires et, par 60 %, aux fonctionnaires logés aux frais de l'Etat. Le montant de l'indemnité de foyer varie suivant la résidence du titulaire (classe A, B et C) et la catégorie dans laquelle range son emploi quant au traitement. Pour reprendre l'exemple cité plus haut, le minimum d'existence de 40.000 fr. est encore augmenté pour le fonctionnaire marié de 12.000 fr., s'il habite la Capitale, en sorte que la rémunération totale de début s'élève à 52.000 fr. par an. Dans les mêmes conditions, l'indemnité de foyer du chef d'administration s'élève à 24.000 fr. par an, ce qui porte la rémunération de ce fonctionnaire à 234.000 resp. 244.000 fr. par an.

La loi accorde, en outre, aux fonctionnaires une allocation de 370 fr. par mois pour chaque enfant de moins de 19 ans, tout en augmentant cette indemnité de 40 fr. pour chaque enfant au delà du nombre de quatre.

Dans le cadre de la présente publication, il est superflu d'entrer dans le détail des nombreuses dispositions générales ou transitoires qui ont pour objet d'assurer l'exécution de la nouvelle loi. De même, les dispositions qui règlent l'entrée en carrière, la promotion et la retraite du fonctionnaire n'appellent pas de commentaire.

Ajoutons encore que les titulaires d'une pension de retraite bénéficient d'un supplément de pension de 20 % du montant de leur retraite au 31 décembre 1947 et que la loi fixe à 30.000 fr. par an le minimum de pension à allouer à un fonctionnaire retraité et à 18.000 fr. par an la pension à accorder à la veuve d'un fonctionnaire décédé.

Le coût initial de la dépense résultant de l'application de la loi du 21 mai 1948 est évalué à 80 millions pour 5.025 fonctionnaires, 2.002 retraités et 917 employés temporaires, en sorte que, pour 1948, les dépenses de personnel à charge de l'Etat s'élèvent à 600 millions, soit 37 % des dépenses ordinaires de cet exercice.

Accord culturel entre les Etats-Unis et la Belgique et le Luxembourg

Le 8 octobre 1948 a été signé à Bruxelles un accord culturel entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part, la Belgique et le Luxembourg de l'autre. Le document a été signé par S. Exc. M. Alan G. Kirk, Ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles, M. Huysmans, Ministre de l'Education Nationale belge et le Ministre du Luxembourg à Bruxelles.

L'accord a pour objet le financement d'un programme culturel et éducatif à l'aide de fonds

rendus disponibles aux termes du paragraphe 2 a (2) de la Convention du 24 septembre 1946 sur le règlement du prêt-bail, aide réciproque, plan A, etc. L'Accord prévoit la création d'une fondation qui, à l'aide des fonds dont elle disposera, facilitera notamment des échanges d'étudiants entre les trois pays signataires. La fondation sera placée sous la présidence d'un membre de l'Ambassade des Etats-Unis à Bruxelles.

Le 2^e Congrès international de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises Industrielles et Commerciales à Luxembourg

L'Union internationale de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales a tenu à Luxembourg du 12 au 15 octobre 1948 son 2^e Congrès sous la présidence de M. P. Gysler (Suisse), conseiller national, assisté de M. J. Hallot (France), président adjoint.

Les associations nationales affiliées et instituts de recherches étaient représentés par 150 délégués ou observateurs venus d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, du Danemark, de France, de Grande-Bretagne, de Grèce, d'Italie, de Liechtenstein, du Luxembourg, de Norvège, des Pays-Bas, de Suède et de Suisse.

Le congrès avait été préparé par la Fédération des Artisans et la Fédération des Commerçants du Grand-Duché. Toutes les séances eurent lieu dans la grande salle des conférences de la Chambre des Métiers de Luxembourg.

La séance solennelle d'inauguration du Congrès international eut lieu le 12 octobre, sous la présidence d'honneur de M. Aloyse Hentgen, Ministre des Affaires Economiques, et en présence de nombreuses personnalités officielles, parmi lesquelles les Ministres luxembourgeois de l'Intérieur, de l'Education Nationale, des Transports et des Dommages de guerre, le président de la Chambre des députés et le représentant du Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, les représentants diplomatiques de France, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la Belgique, du Da-

nemark, de la Grèce, des Pays-Bas et de la Suède, les bourgmestres et échevins des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, de nombreux conseillers de Gouvernement, directeurs et chefs d'administration et les présidents des Chambres professionnelles du Luxembourg.

Après que M. Paul Theisen, président de la Chambre des Métiers de Luxembourg, eut souhaité la bienvenue aux invités et délégués, M. Aloyse Hentgen, Ministre des Affaires Economiques, transmit aux congressistes le salut et les vœux du Gouvernement luxembourgeois.

Puis, le Président de l'Union internationale de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises, M. P. Gysler, salua à son tour invités et délégués des associations nationales affiliées et exposa le programme général des travaux du congrès.

Les séances de travail qui se succédaient pendant quatre jours alternaient avec des visites d'usines, d'écoles professionnelles ou de régions particulièrement intéressantes du Grand-Duché.

A la fin des séances de travail, les délégués acceptèrent comme fruit de leurs discussions la résolution suivante:

1^o Considérant que les échanges internationaux de jeunes artisans, commerçants et industriels constituent l'un des moyens les plus efficaces de développer les connaissances professionnelles des jeunes gens, le Congrès invite de façon pressante les Gouvernements et les asso-

ciations nationales affiliées à mettre tout en œuvre pour développer et intensifier ces échanges. Le Congrès émet le vœu que les Gouvernements réduisent au minimum les formalités administratives et permettent aux associations nationales d'assumer l'entière responsabilité de ces échanges.

2° Considérant l'importance et l'utilité des échanges réguliers d'expériences et de documentation comme base indispensable de tout travail en commun sur le plan international, le Congrès confirme ses décisions antérieures visant à l'établissement d'un service permanent de documentation internationale et la publication d'une revue périodique sur la matière. A cet effet, il sera constitué une commission internationale de rédaction travaillant en étroite collaboration avec un cercle d'économistes, de juristes et d'instituts nationaux de recherches.

3° Le Congrès international invite de façon pressante tous les Gouvernements à tenir compte de l'importance et des besoins de l'économie privée et tout spécialement à assurer l'égalité de traitement notamment au point du vue fiscal, entre les entreprises privées et les sociétés coopératives de consommation.

4° L'Union internationale de l'Artisanat et des petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales affirme à nouveau la nécessité absolue de la prédominance de l'économie privée, de l'initiative individuelle et de l'indépendance des entreprises exploitées sous l'entière responsabilité de leurs chefs.

Le 15 octobre au soir eut lieu le banquet de clôture du Congrès international, sous la présidence de S. Exc. M. le Ministre d'Etat Pierre Dupong, Président du Gouvernement.

Tourisme 1948

Chaque année, à la fin de la saison touristique, l'Office luxembourgeois de Tourisme qui dans notre pays dirige la propagande touristique et coordonne les activités qui aspirent au développement du tourisme, publie un rapport sur son activité et sur l'évolution du tourisme en général. La période traitée dans le nouveau rapport s'étend du 1^{er} octobre 1947 au 30 septembre 1948.

M. Fernand Lœsch, Président de l'Office de Tourisme, dans l'avant-propos, insiste sur la déception qu'a apportée la saison écoulée à tous ceux qui, chez nous, sont intéressés au tourisme: la saison de 1948 a été franchement mauvaise et toutes les circonstances ont concouru à la rendre telle. Le temps était pluvieux pendant de longues semaines. Des manipulations monétaires et des baisses de prix attiraient des flots de touristes, clients habituels du Luxembourg, vers d'autres pays. Enfin, les restrictions de change ont retenu loin de nos centres touristiques les touristes britanniques, qui étaient venus nombreux l'année dernière, les Français, qui ont cessé d'être les clients du tourisme luxembourgeois, et les nouveaux partenaires dans l'Union à Trois, les Néerlandais, qui, avant la guerre, constituaient le contingent le plus important des visiteurs de notre pays.

En outre, dit M. Lœsch, « la situation politique internationale n'a pas manqué d'exercer une influence défavorable sur les voyages en général. Les touristes des Etats-Unis, qui avaient annoncé leur voyage au début de l'année, ne sont pas arrivés en Europe. Même les soldats alliés, stationnés dans les zones d'occupation en Allemagne et qui avaient pris l'habitude de passer leur week-end au Grand-Duché, ont été retenus très souvent par des devoirs de service. »

Pourtant, aucune occasion de parer à ces circonstances défavorables n'a été négligée: démarches auprès des gouvernements en vue de faire disparaître les restrictions financières, dé-

marches auprès des autorités luxembourgeoises en vue de faire augmenter les crédits de l'Office National du Tourisme, de donner un statut légal à l'Office de Tourisme et à l'industrie touristique en général, etc.

M. Robert Ginsbach, Directeur de l'Office luxembourgeois de Tourisme, jette un dernier regard sur les années 1946 et 1947 et documente par des chiffres les recettes de l'hôtellerie et les rentrées du tourisme en général. On peut estimer que le tourisme a rapporté à l'économie luxembourgeoise environ 300 millions de francs en 1946 et 450 millions de francs en 1947. L'influence du tourisme sur les recettes des chemins de fer est frappante; un tableau de statistique publié dans le rapport montre que les recettes des chemins de fer luxembourgeois résultant du transport des voyageurs et des bagages accusent au cours de la saison touristique, par rapport aux recettes normales, des augmentations sensibles qui vont jusqu'à près de 50 % pour le mois d'août.

Pour ce qui est de 1948, une propagande touristique intense a été faite dont les détails sont fixés dans le rapport. Les syndicats d'initiative au nombre de 42 sont de nouveau établis dans le pays. M. Ginsbach mentionne leurs efforts pour l'aménagement de l'outillage touristique local et fait des suggestions pour leur activité future. Il y a lieu de relever que le syndicat d'initiative de Wiltz, à force d'efforts patients et continus, a réussi à faire de cette localité un centre réputé pour la jeunesse scout internationale. Les jeunes y affluent chaque année. En 1948, 30.000 nuitées y ont été enregistrées.

Une intéressante constatation est celle qui se dégage en général du rapport, que les touristes ont préféré cette année la forme économique du camping et des randonnées à travers les auberges de la jeunesse aux coûteux séjours dans les hôtels. Un flot de jeunesse (plus de 13.000

jeunes gens et jeunes filles) a passé dans nos auberges. 18.500 nuitées y ont été enregistrées (en 1947: 17.000 nuitées). Nos auberges actuellement ouvertes se trouvent à Luxembourg, à Clervaux, à Echternach, à Ettelbruck, à Hollenfels, à Neumuhle, à Rodange, à Vianden et à Wiltz, et disposent en total de 710 lits. — Il faut relever dans cet ordre d'idées le magnifique effort fait par la Municipalité d'Ettelbruck. Une auberge modèle a été construite de toutes pièces dans un site remarquable. Cette courageuse initiative portera ses fruits et ne manquera pas de servir d'exemple. Grâce à sa nouvelle auberge, Ettelbruck est en voie de devenir l'un des carrefours où se rencontrent les jeunes du monde entier. — L'ouverture d'une auberge de jeunesse à Grevenmacher est envisagée.

Il faut noter que l'exploitation rationnelle de l'aéroport de Luxembourg joue un rôle important dans notre mouvement touristique. La création des Luxembourg Airlines est une chose extrêmement précieuse, grâce à laquelle plus de

1.500 passagers étrangers ont débarqué à Luxembourg entre le 1^{er} avril et le 15 septembre 1948. De plus, un grand nombre d'avions privés de tourisme ont également atterri à Luxembourg.

Le rapport de l'Office National de Tourisme se termine par quelques données statistiques sur les investissements dans l'industrie touristique, son rendement, ses capacités réceptives, etc.

Quant au personnel occupé dans l'industrie du tourisme, il est intéressant de savoir que l'hôtellerie comprenait 900 patrons et 3.000 salariés. Les cafetiers et aubergistes étaient au nombre de 3.000. Les services des transports, des agences de voyages et des bureaux de tourisme représentaient un total de 650 personnes occupées. L'effectif total de 7.550 personnes occupées dans l'industrie touristique est impressionnant, et c'est bien à juste titre que les milieux intéressés se plaisent à dénommer l'industrie touristique la « deuxième industrie » du Grand-Duché.

Nouvelles brèves

Le 8 octobre 1948 a été conclu un nouvel accord commercial entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la Suisse.

Aux termes de cet accord, la Suisse livrera à ces deux pays des marchandises d'une valeur de 310 millions de francs. Environ 30 % de ces livraisons seront constitués par des marchandises diverses.

Les textiles et les chaussures seront livrés en quantités accrues et la valeur des montres et des horloges exportées passera de 18 millions de francs, l'année dernière, à 30 millions, avant l'expiration de l'accord, fixée à la fin septembre 1949.

Les livraisons de la Belgique et du Luxembourg à la Suisse seront de l'ordre de 450 millions et elles comprendront 250.000 tonnes de fer, d'une valeur de 150 millions de francs.

Toujours aux termes de cet accord, le Luxembourg mettra annuellement à la disposition des touristes désireux de se rendre en Suisse une somme de 800 francs suisses.

Le 21 octobre 1948 a commencé à l'Hôtel de Ville de Luxembourg, devant le Tribunal spécial, le procès des criminels de guerre allemands. Ont comparu à cette première audience les présidents et directeurs des tribunaux, juges et procureurs nazis, en tout neuf personnes. Quatre accusés seront jugés par contumace.

*

Le 23 octobre 1948, venant de Belgique, un groupe de parlementaires anglais, comprenant Mr. H. Hynd, Mr. T. C. Skeffington-Lodge, Mrs. M. Ridealgh, Mr. Barnett Janner, de la Labour Party, Mr. Martin Lindsay et le Right Honorable Earl of Glasgow, du parti conservateur, arrive à Luxembourg. Les parlementaires anglais sont les hôtes du Bureau de la Chambre et du Ministère d'Etat. Le lendemain de leur arrivée, ils visitent les régions sinistrées du Nord, la Moselle et le bassin minier.

Distinctions honorifiques

M. Eugène Ruppert, ingénieur, a été promu officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne. M. Eugène Ruppert est une des personnalités les plus remarquables parmi les techniciens et industriels de notre pays. De sa longue et brillante carrière d'ingénieur nous relevons surtout ses travaux en Chine où, en qualité de directeur général des « Hanyang Iron and Steel Works », il a joué un rôle de premier plan.

Par décret, pris en date du 28 septembre 1948 par M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale de la République Française, ont été pro-

mus, dans l'Ordre du Mérite social: Au grade de commandeur: M. Antoine Funck, Ministre du Grand-Duché de Luxembourg à Paris; au grade d'officier: M. Gust van Werveke, Secrétaire général de la Conférence Nationale du Travail à Luxembourg.

M. Gust Tremont, sculpteur, a été promu officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne à l'occasion de l'inauguration du monument érigé en la mémoire des morts de la Force Armée, sa plus récente œuvre.

Nouvelles de la Cour

Le 12 octobre 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. Roberto Gonzalez de Mendoza y de la Torre, Ministre de Cuba, qui Lui a remis les lettres l'accréditant auprès d'Elle à titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

*

Le 21 octobre 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. l'Ambassadeur Alan G. Kirk, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire

des Etats-Unis d'Amérique, qui Lui présenta M. George Lybrook West, Chargé d'Affaires a. i.

*

Le 22 octobre 1948, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience le Général de l'Armée Jean de Lattre de Tassigny, Commandant en Chef des Forces terrestres de l'Europe occidentale, en présence de S. Exc. M. Pierre Saffroy, Ministre de France à Luxembourg.

Le Mois à Luxembourg (mois d'octobre)

2 octobre: A l'Hôtel de Ville, sous les auspices de l'Université Populaire Catholique, S. Exc. le docteur S. S. Nehru fait une conférence intitulée « Mahatma Gandhi, organisateur de la Paix ».

Au Théâtre Municipal, le Théâtre National de Belgique ouvre la saison théâtrale 1948-1949 par la présentation de la comédie américaine « Notre petite ville » de Thornton Wilder.

3 octobre: La ville de Vianden fête son traditionnel marché aux noix.

9 octobre: Au Théâtre Municipal, Madeleine Ozeray, actrice française d'origine belge, et le comique Relys présentent « La Savetière Prodigieuse », comédie-farce de Federico Garcia Lorca, et « Frisette », vaudeville d'Eugène Labiche.

Dans la salle des fêtes de l'Arbed, sous les auspices des Associations luxembourgeoises réunies des Ingénieurs et Industriels, des Ingénieurs diplômés et de l'Ordre des Architectes, du groupe luxembourgeois des Anciens de Zurich, ainsi que de l'Institut Grand-Ducal, section des sciences, le Dr P. Scherrer, professeur de physique à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, fait une conférence avec projections lumineuses sur « L'Energie atomique et ses applications industrielles. »

Faisant suite à une invitation de Radio-Luxembourg, une imposante délégation de représentants de la Presse régionale française du sud-est et de l'est, sous la conduite du Président de l'Association des Quotidiens régionaux français M. Bancal (de Marseille), visite la station émettrice de Junglinster et les studios de Radio-Luxembourg. Le soir, les journalistes français assistent à un concert donné dans le grand auditorium par l'orchestre de Radio-Luxembourg sous la direction d'Henri Pensis, et à la projection du film « Bonjour le monde », un documentaire tourné dans les studios luxembourgeois et parisiens.

10 octobre: Inauguration du monument érigé en la mémoire des Morts de la Force Armée pendant la guerre de 1940-1945, en présence de la famille grand-ducale.

12 octobre: Séance solennelle d'inauguration du 2^e Congrès international de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales à Luxembourg.

14 octobre: Le Comité National Luxembourgeois de l'UNAC (United Nations Appeal for Children) organise une quête pour les enfants victimes de la guerre, avec l'aide des élèves des écoles primaires.

16 octobre: Au Café Métropole-Bourse, la Fédération des Sociétés Philatéliques du Luxembourg organise son premier Salon du Timbre d'après-guerre. L'inauguration officielle du Salon a lieu le 17 octobre, « Journée du Timbre », en présence de M. Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, de M. l'Inspecteur Welter, représentant M. le Directeur des P.T.T., de MM. Fournelle et Dansart, de l'Office du Timbre, du comité d'organisation et des représentants des sociétés philatéliques luxembourgeoises et étrangères.

17 octobre: A l'Hôtel de Ville, le Club Artistique de la Fédération des Patrons Coiffeurs organise, sous le protectorat de la Ville de Luxembourg, deux « Grandes Journées de la Coiffure Benelux » avec une « Exposition de l'Industrie de la Coiffure et de la Parfumerie », qui est inaugurée en présence de M. Emile Hamilius, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg.

20 octobre: Au Casino de Luxembourg, les « Amitiés Françaises » ouvrent le cycle de leurs manifestations de la saison 1948-1949 par la conférence de M. Charles Morazé, Maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes de la Sorbonne, Professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, sur « Le rôle de la culture française dans la civilisation occidentale ».

Le Grand Théâtre de Nancy inaugure par deux représentations de gala de « Faust », opéra de Charles Gounod, le cycle des spectacles lyriques qu'il donnera au cours de la saison 1948-1949 au Théâtre Municipal de Luxembourg.

Au Café du Commerce, les « Ciné-Amateurs », Luxembourg, organisent la première projection de la saison 1948-1949 de films amateurs 8 mm.

- 22 octobre: Au Cercle Municipal, les « Jeunesses Musicales » organisent un concert symphonique avec le concours de l'orchestre de Radio-Luxembourg, sous la direction d'Henri Pensis.

Ouverture du cinéma « Ciné-Vox ». — M. le Professeur Charles Lang, Président de la Centrale Catholique du Cinéma et du Livre, souhaite la bienvenue aux nombreux spectateurs. Quatre films sont projetés au cours de la soirée, à savoir: un film de dessins animés, deux films musicaux et le film « Les trois tambours », qui évoque la Révolution française.

- 23 octobre: L'Association de Secours mutuel du Corps des gendarmes et l'Amicale de la gendarmerie organisent des festivités à l'occasion de la remise d'un nouveau drapeau à l'Association dans la cour de la caserne du Saint-Esprit.

A la Légation de Belgique est organisée une vente de charité au profit des œuvres belges du Grand-Duché.

- 24 octobre: Au Casino de Luxembourg, la Croix-Rouge Luxembourgeoise tient sa première assemblée nationale, en présence de M. le Ministre de la Santé Publique et M^{me} Osch, de M^{me} Funck-Gindorff, Présidente de l'OEuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, de 150 délégués des divers comités locaux et des membres du Comité de la Croix-Rouge Luxembourgeoise. S. A. R. Monseigneur le Prince de Luxembourg, Président de la Croix-Rouge Luxembourgeoise, accompagné de LL. AA. RR. les Princesses Elisabeth et Marie-Gabrielle, honore de Sa présence la séance de l'après-midi.

L'Association des Techniciens Luxembourgeois fête son 30^e Anniversaire. Parmi les personnalités présentes, notons M. Pierre Frie-

den, Ministre de l'Education Nationale, M. J.-P. Winter, Conseiller de Gouvernement, Professeur des cours techniques supérieurs, le Directeur et les professeurs de l'Ecole d'Artisans et des représentants de la vie industrielle.

Au Pôle Nord, l'Union Grand-Duc Adolphe tient sa 52^e Assemblée en présence de M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, des Arts et Sciences.

- 26 octobre: Au Théâtre Municipal, la Compagnie Parisienne Grenier-Hussenot présente « Parade pour rire et pour pleurer », textes de Verlaine et Laforgues, et « Orion le tueur », fantaisie mélodramatique.
- 27 octobre: Au Casino de Luxembourg, le Quatuor Pro Nova de Bruxelles interprète des œuvres de Haydn, Turma, Francaix et Dohnanyi.
- 29 octobre: Un groupe de soldats hollandais de la « School K-Troeper » de Haarlem visite pendant trois jours consécutifs le Luxembourg avec ses voitures et motocyclettes, pour se perfectionner dans la connaissance du terrain accidenté des Ardennes belges et luxembourgeoises. A leur arrivée à Luxembourg, les soldats hollandais rendent visite à l'Etat-Major luxembourgeois. En présence de M. le Chargé d'Affaires des Pays-Bas à Luxembourg et M^{me} van der Maesen de Sombreff, de M. Pierre Welter, Conseiller de Gouvernement, du Colonel Jacoby, Chef d'Etat-Major, du Major Gilson, Commandant de la Gendarmerie, du Major Steffen, du Capitaine Brasseur et des officiers hollandais, de deux sections de la Compagnie de la Garde grand-ducale et de la Musique Militaire, le Commandant du détachement hollandais, le Lieutenant-Colonel J. W. A. Stout, dépose une couronne devant le monument commémoratif de la Force Armée. Le défilé des soldats hollandais conclut la cérémonie.
- 30 octobre: A l'Athénée de Luxembourg, le Service d'éducation esthétique organise une exposition montrant des reproductions de tableaux des impressionnistes français.
- 31 octobre: La ville de Luxembourg fête le 25^e jubilé de Monseigneur Erasmy, curé-doyen de Luxembourg.

